

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

23 septembre 2025

BAROMÈTRE ASNR 2025 SUR LA PERCEPTION DES RISQUES PAR LES FRANÇAIS.

Les attentes des Français en matière de sûreté nucléaire demeurent élevées : 83 % déclarent que « les exploitants des sites nucléaires doivent protéger leurs installations de tous les risques, même ceux jugés très improbables ». Le développement de la recherche sur la sûreté des réacteurs existants et le renforcement des inspections des autorités compétentes arrivent en tête des mesures proposées pour renforcer la sûreté des installations nucléaires.

Le Baromètre ASNR suit depuis plus de 30 ans la perception des risques par les Français. En 2025, il présente les évolutions de cette perception selon quatre grands axes : les préoccupations principales des Français, leur regard sur la science et l'expertise, leur perception des situations à risque et leur opinion sur la radioprotection, l'énergie et la sûreté nucléaire.

Les préoccupations actuelles des Français

En 2024, **le pouvoir d'achat demeure le premier sujet de préoccupation** des Français, avec 24 % des réponses (-1 point par rapport à 2023). Le dérèglement climatique conserve de peu sa deuxième position (14 %, -4 points). L'immigration partage cette année la troisième position avec l'instabilité géopolitique qui fait son retour, pour la première fois depuis 2022, parmi le trio de tête.

Parmi les principales **préoccupations environnementales**, **le dérèglement climatique** (37 %), en dépit d'une baisse exceptionnelle de son score de 7 points, reste loin devant « les dommages liés aux catastrophes naturelles » (17 %) et la pollution de l'eau (14 %, +2 points).

Concernant **l'influence du dérèglement climatique sur l'environnement**, 77 % l'estiment forte pour un ensemble d'enjeux environnementaux, en particulier sur les inondations (89 %), les sécheresses (89 %) et les canicules (87 %), alors que les liens sont jugés plus faibles pour la grêle (67 %), la pollution des sols (65 %) et les séismes (60 %).

Le regard des Français sur la science et l'expertise

Cette année, **l'image de la science et des experts scientifiques** demeure stable : 64 % des Français font confiance aux institutions scientifiques (+2 points) et 57 % des Français ont une bonne opinion des experts scientifiques (-1 point). Les qualités les plus attendues pour les experts scientifiques continuent d'être, pour la cinquième année consécutive, **l'honnêteté** dans la démarche scientifique (51 %), **la compétence** technique (45 %) et **l'indépendance** de jugement (41 %).

Pour la quatrième année consécutive, les Français renforcent leur attachement à un **recours des décideurs aux experts scientifiques**. Ils sont 75 % à estimer que « les décideurs politiques ne prennent pas assez en compte l'avis des experts scientifiques » (+4 points).

L'exigence d'un **accès large à une information de qualité** est réaffirmée en 2024. Les Français sont 88 % à estimer qu'« il faut mettre à la portée de tous **une information compréhensible** sur les risques des installations » et sont 73 % à juger prioritaire que les organismes d'expertise rendent leurs **rapports publics**. En revanche, seuls 52 % d'entre eux souhaitent participer à des réunions d'information et de concertation sur les installations à risque. Le sentiment que d'autres personnes sont plus compétentes qu'eux (25 %) constitue le principal frein à leur participation, tandis que le sentiment d'être directement concerné (45 %) en est le principal levier.

Les Français et les situations à risque

Parmi les **24 situations à risque** suivies par le Baromètre en novembre 2024, **le cancer** (76 % de réponses « élevés », +3 points) est, pour la quatrième année consécutive, **la situation perçue comme la plus risquée** par les Français. Vient ensuite **la drogue**, qui se maintient à la 2^e place (74 %, +3 points), et les pesticides qui obtiennent cette année la 3^e position (69 %, +3 points).

Cette année, le Baromètre introduit **une nouvelle approche** dans l'étude de la perception des risques en interrogeant les Français **sur les risques de décès** qu'ils associent aux différentes situations à risque. Parmi les 23 situations à risque interrogées¹, **le cancer** (78 % de réponses « élevés »), la consommation de **tabac** (72 %) et de **drogue** (69 %) sont considérées par les Français comme **les plus potentiellement mortelles**. À l'inverse, le radon dans les habitations (21 %), l'intelligence artificielle (18 %) et les radiographies médicales (17 %) sont perçues comme les moins potentiellement mortelles.

Parmi les 24 situations à risque suivies cette année, **le tabagisme** (78 %), l'alcool (76 %, -1 point) et les accidents de la route (76 %) demeurent celles pour lesquelles les Français **se sentent les mieux informés des risques**. En revanche, les déchets chimiques (25 %, +1 point), les installations chimiques (24 %, -1 point) et le radon (21 %, +3 points) sont les situations pour lesquelles les Français se sentent les moins bien informés des risques.

La confiance accordée par les Français aux autorités **pour les protéger des situations à risque reste faible** (32 % de réponses « oui » en moyenne). Pour la troisième année consécutive, **les radiographies médicales obtiennent le score de confiance le plus élevé** (47 %, +3 points). Elles sont suivies par l'intelligence artificielle, nouvellement introduite, et les centrales nucléaires qui partagent cette année la deuxième place avec un score commun de 43 %. La « défiance » des Français demeure la plus élevée pour la drogue (57 % de réponses « non », +4 points), les pesticides (49 %, -4 points) et la pollution des sols (46 %, -3 points).

Les Français, l'énergie nucléaire, la radioprotection et la sûreté

Après une évolution significative en 2022, **l'opinion des Français en faveur de l'énergie nucléaire**, s'est stabilisée depuis 2023. Près d'un Français sur deux (48 %, -1 point) est pour la construction de nouvelles centrales nucléaires, tandis que 25 % sont contre (+3 points).

L'argument principal en faveur de l'énergie nucléaire demeure **l'indépendance énergétique** (38 %, -4 points), loin devant le faible coût de l'électricité (24 %, +1 point) mais l'écart entre ces deux arguments s'amenuise encore cette année. La **production de déchets radioactifs** reste le premier argument contre l'énergie nucléaire (31 %, -2 points), devançant de 8 points le risque d'accident en deuxième position (23 %, -1 point).

Concernant **la perception de la radioactivité**, la majorité des Français considère que **la principale source d'exposition à la radioactivité** en France est d'origine artificielle (57 %, +2 points). Dans le détail, **les installations nucléaires industrielles et militaires** sont les plus citées (31 %), suivies des actes médicaux (26 %).

Concernant **la gestion des déchets radioactifs**, la majorité des Français (64 %, -4 points) continue d'estimer que la position « la plus raisonnable pour régler le problème du stockage des déchets radioactifs » est de « **se décider et appliquer au plus vite la solution** ». Seuls 7 % (+2 points) préfèrent « laisser le choix aux générations futures ». Par ailleurs, 35 % estiment qu'il est aujourd'hui « possible de stocker les déchets nucléaires de façon sûre » et 30 % (-2 points) pensent le contraire.

La confiance dans les mesures de sûreté franchit, cette année, son point le plus haut depuis le début de l'historique (2007) : 64 % (+1 point) des Français estiment que « toutes les précautions sont prises pour assurer un très haut niveau de sûreté dans les centrales nucléaires françaises ». Néanmoins, **les attentes des Français en matière de sûreté demeurent élevées** : 83 % déclarent que « les exploitants des sites nucléaires doivent protéger leurs installations de tous les risques, même ceux jugés très improbables ». De plus, ils restent majoritairement convaincus (68 %) que la « sûreté des installations nucléaires passe avant la production d'énergie même si cela peut engendrer des coupures d'électricité ». Parmi les différentes mesures proposées pour renforcer la sûreté des installations nucléaires, **le développement de la recherche sur la sûreté des**

¹ Exceptionnellement pour cette question, le « terrorisme » a été mis à l'écart et n'a pas été interrogé. Il a été considéré que la formulation de cette question était inadaptée pour ce sujet.

réacteurs nucléaires existants et le renforcement des inspections des autorités compétentes arrivent en tête des priorités des Français (77 % de réponses « prioritaire » chacune).

Au sujet de **l'extension de la durée de fonctionnement des centrales nucléaires**, 52 % (+1 point) des Français estiment que c'est un bon choix contre 27 % (+1 point) qui pensent le contraire. Cependant, 41 % (+3 points) affirment que « prolonger la durée d'exploitation des centrales nucléaires provoquera des accidents » contre 22 % (-1 point) qui ne sont pas d'accord.

Concernant la perception des catastrophes, **les centrales nucléaires** restent en 2024 les installations qui, selon les Français, **risquent le plus de provoquer un accident grave** en France (24 %). **L'accident de Tchernobyl demeure la catastrophe jugée la plus effrayante** (46 %), avec un taux de citation en hausse de 7 points cette année.

En 2024, 93 % des Français (+1 point) **n'écarterent pas totalement l'idée qu'un accident** de la même ampleur que celui de Fukushima puisse se produire en France, contre seulement 7 % pour qui ce n'est « pas du tout probable ». Par ailleurs, 81 % des répondants pensent que **la population française n'est pas suffisamment préparée en cas d'accident nucléaire** de grande ampleur.

Méthodologie : l'édition 2025¹ s'inscrit dans la continuité des éditions antérieures. Comme toutes les enquêtes depuis 1997, celle-ci a été menée à l'automne précédant la publication (du 25 au 30 novembre 2024) auprès d'un échantillon représentatif de la population française. Le questionnaire est resté stable afin d'assurer la continuité des séries de données, avec des ajouts et retraits de questions à la marge. Les deux évolutions méthodologiques introduites en 2020 ont été reconduites cette année : tout d'abord, l'échantillon représentatif compte à nouveau 2 000 personnes au lieu de 1 000 les années antérieures, ce qui améliore la fiabilité des résultats ; par ailleurs, l'enquête est désormais réalisée sur internet alors que la collecte des résultats se faisait, jusqu'en 2019, par des entretiens en face-à-face au domicile des personnes interrogées.

¹ Les dates indiquées dans le texte renvoient à l'année de l'enquête, qui précède d'un an celle de la publication du Baromètre : l'édition 2025 du Baromètre correspond ainsi à la perception des Français en novembre 2024.

Contact presse nationale :

Pascale Portes

01 58 35 70 33

pascale.portes@asnr.fr

Contact presse territoriale :

Evangelia Petit

01 46 16 41 42

evangelia.petit@asnr.fr

L'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection est une autorité administrative indépendante créée par la loi du 21 mai 2024 relative à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire. Elle assure, au nom de l'État, le contrôle des activités nucléaires civiles en France et remplit des missions d'expertise, de recherche de formation et d'information des publics.

Suivez-nous sur les réseaux sociaux :

